

de la campagne électorale. Avec l'aide de ses « étudiants musclés », jugés moins encombrants que les appariteurs, il est chargé de s'occuper du milieu étudiant.

Mais, Susini a un projet politique bien précis : construire le parti nationaliste. Pour cela, il lui faut des contacts et surtout de l'argent, beaucoup d'argent. C'est à cette époque, en 1969, qu'il se lance dans les attaques de banques pour récupérer des fonds. Parallèlement, certaines organisations d'extrême-droite sont « visitées » et leurs fichiers dérobés. Ainsi Susini voit son projet prendre forme. Il prend contact avec les futurs dirigeants d'Ordre Nouveau.

Le 11 mars 1971, il est arrêté pour « attaques à main armée ». Pour peu de temps d'ailleurs. Sur intervention particulière de Maître Michard Pélissier, il est remis en liberté provisoire. Ce Michard Pélissier est un personnage très intéressant. Introduit dans les milieux gouvernementaux, il est en relations suivies avec Roger Frey, dont les liens avec les réseaux parallèles sont pour le moins connus. Par là, Michard Pélissier côtoie toute la pègre gaulliste, SAC, CDR et autres barbouzes. Cet avocat a même eu l'honneur de se voir remettre la légion d'honneur, chez lui, par Jacques Chaban-Delmas qui avait tenu à se déplacer en personne. Mais la chance de Susini va tourner. Marcellin réorganise sa police. Les bandes d'extrême-droite comme les réseaux parallèles n'ont plus, dès lors, le même intérêt pour le pouvoir. Risquant de s'autonomiser, peu contrôlés, sans compter les inévitables « bavures », ils présentent finalement plus d'inconvénients que d'avantages.

Dès lors Jean-Jacques Susini n'est plus utile et son projet politique irrite. Ressortant une vieille affaire connue de tous, le meurtre de l'ancien trésorier de l'OAS, Raymond Gorel, le pouvoir va frapper. Aujourd'hui Susini est en prison.

## François Duprat

Historien. Né en 1941. Commence sa carrière à Toulouse. Devient un des responsables de la Fédération des Etudiants Nationalistes. En novembre 1963 il est exclu de la FEN pour opposition à la prise en main de cette dernière par Venner et ses amis d'Europe Action. S'occupe, pour le compte des services spéciaux du gouvernement français, de recruter des mercenaires pour le Congo, où il séjourne quelques temps. Il participe ensuite à la création d'« Occident » (avril 1964). En 1967, il quitte Occident, l'estimant « noyauté » par le gouvernement !!! Certains de ses « camarades » de l'époque affirmeront l'avoir exclu pour son rôle d'indicateur de police.

En Mai 1968, contacté par ses anciens patrons du SDECE, il propose à « Occident » de se mettre au service du pouvoir. Mais la base activiste de ce mouvement refusera de passer un accord avec les gaullistes au nom de la « pureté doctrinale ». Ce refus vaudra à « Occident » une dissolution en bonne et dûe forme en novembre 1968.

En décembre 1969, à l'Assemblée Nationale, il tient une conférence sur le gauchisme devant une vingtaine de députés de la majorité. On le retrouve